

Nous pensons que de ce point de vue, de nombreuses conditions étaient réunies en Bolivie pour déclencher l'insurrection : cela n'aurait pas suffi pour éviter l'intervention impérialiste, mais celle-ci se serait heurtée à un peuple uni et mobilisé, en armes, face à une armée locale bien divisée. Aujourd'hui par contre il faut préparer la lutte dans des conditions beaucoup plus difficiles, sur la base d'une défaite du prolétariat.

C'est la faiblesse du parti révolutionnaire, l'insuffisante implantation de l'avant-garde et la capitulation des pseudo-communistes qui sont les causes de la victoire de Banzer ; qu'on ne vienne pas, pour justifier une ligne opportuniste, jouer les tartuffes !

L'attitude du POR de G. Lora est plus surprenante ; G. Lora prétend être un adversaire déclaré du réformisme et du stalinisme, il se réclame, comme ses alliés en France, du trotskysme le plus orthodoxe. C'est au nom de cette « orthodoxie » qu'il a combattu avec acharnement l'aile révolutionnaire « petite bourgeoise » qui, tant au congrès de la COB qu'à l'Assemblée Populaire, réclamait des mesures pratiques pour armer le prolétariat. Certaines de ses remarques d'alors méritent d'être citées :

« L'Assemblée populaire n'a pas commencé en décrétant l'insurrection. Au contraire elle a discuté longuement et patiemment... (caractéristiques typiquement ouvrières et non petites-bourgeoises)... Les problèmes de la cogestion... (majoritaire)... à la Comibol, de l'Université Unique et d'autres questions moins importantes... »... (nous aurions pour notre part plutôt tendance à penser que les problèmes de la cogestion caractérisent davantage des tendances petite-bourgeoises et même bourgeoises que des tendances ouvrières)...

« La dualité de pouvoir ouverte par l'Assemblée doit infailliblement déboucher sur le pouvoir ouvrier ou le gouvernement central. Ceci suppose que les masses adoptent certaines méthodes de lutte armée. Il serait prématuré aujourd'hui de dire lesquelles ».

Enfin : « l'existence de l'Assemblée Populaire suppose l'élimination politique de ceux qui prétendent imposer du dehors certaines formes de lutte aux travailleurs ». Lora, hanté de manière troublante par le spectre de la petite bourgeoisie, n'est pas particulièrement respectueux de la démocratie ouvrière. C'est dans l'Assemblée populaire qu'il fallait ouvertement discuter de ces problèmes, et non par des manœuvres de couloir. Lora, lui, n'imposait aucune forme de lutte : par sa politique il envoyait les travailleurs à l'abattoir.

Et nous ne sommes plus les seuls à le dire : l'épreuve fut telle que la « petite bourgeoisie » semble même s'être infiltrée dans les rangs du groupe de Lora. Dans le dernier numéro de Masas, son journal (20) sorti après le coup d'Etat, sous le titre « la plus grande erreur de la gauche », il est écrit : « **Personne n'a pris au sérieux l'armement du prolétariat...** Il y a eu un abandon total en ce domaine particulièrement de la part des organisations des mineurs et des usines. **Les dirigeants révolutionnaires qui sont des dirigeants ouvriers** (et cela concerne plusieurs membres du groupe de Lora-NDRL), **n'ont pas orienté les syndicats de base vers ce travail fondamental.** Ce qui prouve que les partis de gauche n'ont pas considéré devoir prendre une part active à l'armement et à l'organisation des milices dans chaque mine, dans chaque usine. La résolution de l'Assemblée du Peuple, résolution très tardive (juin 71) envisageant la constitution de